



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
des Hauts-de-France**

**Unité Départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet I
Entrée Asturies - Bâtiment A
12 Avenue de Paris
62400 BETHUNE**

Béthune, le **29 MARS 2022**

ud-artois,dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

Visite d'inspection du 11 mars 2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIOR

Zone Industrielle de Ruitz
62620 RUITZ

Références : FW/MM EQUIPE 4-71-2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 mars 2022 dans l'établissement PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIOR implanté Zone Industrielle de Ruitz à RUITZ (62620). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre du contrôle inopiné des rejets atmosphériques du site, suite au dépassement important des valeurs limites réglementaires constaté dans les rejets atmosphériques du site en 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIOR
- Zone Industrielle de Ruitz 62620 RUITZ
- Code AIOT dans GUN : 0007003600
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La Société PLASTIC OMNIUM exploite des installations de fabrication et de mise en peinture de pièces plastiques pour automobiles, sur son site implanté à RUITZ.

La fabrication des pièces (principalement des pare-chocs) se fait par injection à partir de granulés de matières plastique. Les produits ainsi formés subissent un flammage avant application de peinture puis séchage en étuve.

Le site est équipé d'un oxydateur thermique pour traiter les rejets en composés organiques volatils (COV) issus des opérations de mise en peinture des pièces fabriquées.

La Société PLASTIC OMNIUM a été autorisée par Arrêté Préfectoral du 3 mai 2006 modifié par les arrêtés des 13 octobre 2008 et 06 juillet 2020.

Le site de RUITZ est soumis à Autorisation pour la rubrique :

- 2940-2 : cabines de pulvérisation d'apprêts, peintures et vernis.

Et à Enregistrement pour les rubriques suivantes :

- 2661-1 : Transformation de polymères.
- 2663-2 : Stockage des produits finis.

Le site est également soumis à la Directive I.E.D (Directive sur les émissions industrielles) sous la rubrique 3670, pour sa consommation de solvants.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux Installations classées pour la Protection de l'Environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des Installations Classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des Installations Classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des Installations Classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Odeurs	Arrêté Préfectoral du 03 mai 2006 Article 16.1	/	Sans objet
Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 03 mai 2006 Article 17	/	Sans objet
Caractéristiques des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 06 juillet 2020 Article 20.1	/	Sans objet
Valeurs limites d'émission dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 06 juillet 2020 Article 20.2	/	Sans objet
Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 03 mai 2006 Article 21.3	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 03 mai 2006 Article 22	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les résultats des mesures réalisées le 11 mars 2022 par le laboratoire SOCOTEC dans les rejets atmosphériques de l'oxydateur thermique du site PLASTIC OMNIUM n'ont pas révélé de dépassements des valeurs limites réglementaires.
L'inspection n'a pas révélé de non-conformité

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03 mai 2006 Article 16.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou la sécurité publique.
Constats : Le jour de la visite, aucune odeur incommodante n'a été constatée par l'Inspection sur le site ou aux abords des installations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03 mai 2006 Article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Les cheminées doivent être en nombre aussi réduit que possible. Le débouché des cheminées doit avoir une direction verticale et ne pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeau chinois...).
Sur chaque canalisation de rejet doivent être prévus des points de prélèvements d'échantillons et des points de mesure conformes à la norme NF X 44052. Ces points doivent être aménagés de manière à être accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspecteur des Installations Classées.
Constats : Le débouché de la cheminée de l'incinérateur ne comporte pas d'obstacle. Le point de rejet est équipé d'une trappe de prélèvement et une plateforme est aménagée qui permet une intervention dans de bonnes conditions de sécurité. Selon le rapport du laboratoire SOCOTEC, les conditions de prélèvement sont conformes. Le contrôle des rejets s'est déroulé dans de bonnes conditions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Caractéristiques des points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06 juillet 2020 Article 20.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Le point de rejet de l'incinérateur satisfait aux caractéristiques suivantes : Hauteur minimale : 12 mètres Débit nominal: 30 750 Nm ³ /h Vitesse d'éjection minimale: 10 m/s
Constats : Selon le rapport de mesures SOCOTEC : - La hauteur de la cheminée est de 15 mètres. - La vitesse au débouché est de 12,4 m/s. - Le débit est de 26300 Nm ³ /h. Ces caractéristiques sont conformes aux prescriptions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Valeurs limites d'émission dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06 juillet 2020 Article 20.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les rejets atmosphériques issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : <ul style="list-style-type: none">• à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;• à une teneur en O₂ correspondant à la concentration mesurée. Cheminée n°3 (incinérateur) Concentrations maximales (mg/m ³) : NOx (eq NO ₂) : 100 CO : 100 COV (exprimé en C total) : 20 CH ₄ : 50 Flux maximal (kg/h) NOx (eq NO ₂) : 3 CO : 3 COV : 0,6 CH ₄ : 1,5
Constats : Le résultat des mesures réalisées le 11 mars 2022 par le laboratoire SOCOTEC sur les rejets de l'incinérateur, montrent le respect des valeurs limites fixées par la réglementation en vigueur, en concentration et en flux. Les valeurs mesurées lors du contrôle inopiné apparaissent ci-après : Concentrations maximales (mg/m ³) : NOx (eq NO ₂) : 3,77 CO : 48 COV (exprimé en C total) : 10,6 CH ₄ : 0,24 Flux maximal (kg/h) NOx (eq NO ₂) : 0,01 CO : 1,28 COV : 0,28 CH ₄ : 0,006
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03 mai 2006 Article 21.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan de gestion de solvants ainsi que les actions visant à réduire leur consommation sont transmis annuellement à l'Inspection des Installations Classées.
Constats : Le plan de gestion de solvants (PGS) a été fourni à l'Inspection conformément à la réglementation en vigueur. Le PGS fait état d'une consommation annuelle de 388 tonnes de solvants. Le flux annuel des émissions diffuses est estimé à 39 tonnes, soit environ 10 % de la quantité de solvants utilisée. Cette valeur respecte la limite de 20 % fixée à l'article 21.2 de l'Arrêté Préfectoral du 03 mai 2006.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03 mai 2006 Article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des moyens consacrés à la débitmétrie, à l'échantillonnage, à la conservation des échantillons et aux analyses ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant doit faire procéder au moins une fois par an au calage de son autosurveillance par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le Ministre en charge de l'Environnement). Chaque paramètre de la chaîne analytique (prélèvement, échantillonnage, conservation des échantillons et analyses) doit être vérifié. Les résultats de ce contrôle sont transmis à l'Inspecteur des Installations Classées dès réception.
Constats : Les dernières mesures réalisées dans les rejets de l'incinérateur par l'exploitant dans le cadre de l'autosurveillance ont été fournis à l'Inspection. Les résultats des mesures réalisées par le laboratoire MAPE le 18 mai 2021 montrent le respect des valeurs limites réglementaires en concentration et en flux. Les valeurs mesurées en COV apparaissent ci-après : Concentration: 16,4 mg/m ³ pour une valeur limite de 20 mg/m ³ Flux: 0,42 kg/h pour une valeur limite de 0,6 kg/h
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet